

**Nestlé**

Nestlé

Localisation : Vevey (Suisse)

Industries : Agroalimentaire

**RISQUE ÉLEVÉ**

Évaluation globale :

Nestlé est une entreprise de l'industrie agroalimentaire.

La promotion de l'antiracisme et des droits LGBT est un point important de la politique de communication interne de Nestlé, ce qui entraîne des discriminations à l'embauche, des campagnes de formation à but idéologique et des politiques d'aide discriminatoires.

Pour cette raison, le risque de Nestlé est considéré comme élevé.

Gouvernance interne et image de l'entreprise

Politiques portant atteinte à la liberté de conscience et/ou à la liberté d'expression ou éléments de propagande interne

Nestlé est signataire de la Charte LGBT L'Autre Cercle (1)

La note CEI 2023-2024 de Nestlé USA Inc. par le HRC indique que l'entreprise oblige ses employés à assister à de multiples formations controversées sur l'identité de genre, l'orientation sexuelle, les questions transgenres et l'idéologie raciale divisive. L'entreprise fournit des lignes directrices pour la transition de genre de ses employés et un guide des avantages spécifiques avec une explication complète des services transgenres financés par l'entreprise (2)(3).

La note CEI 2023-2024 de Nestlé par le HRC indique que l'entreprise accepte de permettre à un groupe de parties prenantes controversé axé sur les questions d'identité sexuelle de dicter la stratégie de marketing ou de publicité (4)(5).

Nestlé USA a signé une lettre ouverte en soutien à l'Equality Act, un projet de loi controversé, et à la participation des personnes transgenres dans les sports féminins (6)(7).

L'entreprise soutient la formation obligatoire sur les biais raciaux inconscients pour tous les employés (8).

Nestlé s'est opposée à la Florida Parental Rights in Education Act, qui interdirait l'enseignement de l'identité de genre et de l'orientation sexuelle aux enfants de la maternelle à la troisième année (9).

L'entreprise s'est opposée à diverses législations étatiques et locales visant à protéger les droits parentaux, les sports féminins, les installations sanitaires et les espaces genrés (10).

Les employés sont autorisés à afficher des drapeaux LGBT au sein même des locaux de l'entreprise (11).

Nestlé est signataire de Stonewall Global Diversity Champions pour la promotion des LGBT sur les lieux de (12)(13).

En France, Nestlé utilise l'outil Mixity pour suivre des indicateurs d'origine et de sexualité chez ses employés (14).

Politiques d'embauche en faveur des minorités ou abondement discriminatoire d'une catégorie d'employés sur critères idéologiques

Nestlé USA Inc. a reçu une note de 100 sur le Corporate Equality Index (CEI) 2023-2024 de la Human Rights Campaign (HRC), un groupe de parties prenantes politiques. L'entreprise recrute des employés en fonction des questions d'identité sexuelle. L'entreprise discrimine les fournisseurs qui ne promeuvent pas des politiques de sexe et de genre, indiquant qu'elle priorise les questions sexuelles sur le mérite. (1)(2).

L'entreprise ne fournit pas de protections des opinions pour ses employés.



Boycott de clients, partenaires ou autre groupe de personnes en raison de leurs opinions

Nestlé n'a pas publiquement annulé de clients, fournisseurs ou vendeurs en raison de leurs opinions politiques ou de leurs croyances religieuses.

L'entreprise est membre de la Global Alliance for Responsible Media, qui vise à démonétiser les publicités et à supprimer les contenus qui "vilipendent" les individus en fonction de leur orientation sexuelle et de leur identité de genre, discutent des "questions sociales débattues dans un contexte négatif ou partisan" ou diffusent des "discours de haine" (1)(2)(3).

L'adhésion de Nestlé au PGLE reflète son engagement à évaluer les partenaires commerciaux en fonction des politiques LGBTQ+. (4)



Proposition de services de propagande idéologique

Nestlé ne semble pas proposer de produits ou de services ayant pour but de faire de la propagande idéologique.



Politique extérieure

Subordination aux politiques d'écologie punitive sous l'influence d'associations ou d'organisations idéologiques

Nestlé ne semble pas pratiquer de politique d'écologie punitive.



Politique de dons discriminatoires à l'égard des organisations caritatives en raison de leurs opinions ou de leurs croyances religieuses

La note CEI 2023-2024 de Nestlé par le HRC indique que l'entreprise ne fera pas de dons à des œuvres de charité non religieuses qui n'adoptent pas des politiques controversées sur l'identité sexuelle (1)(2). **revoir traduction**

Nestlé ne semble pas discriminer les organisations caritatives en fonction de leurs opinions ou croyances (3)(4).

L'adhésion de Nestlé au PGLE reflète son engagement à soutenir financièrement les organisations LGBTQ à l'échelle mondiale (5).

Nestlé a fait un don de 500 000 \$ à la National Urban League, une organisation communautaire de premier plan dédiée à la lutte pour les droits des Afro-Américains (6).



Utilisation de la renommée de l'entreprise pour soutenir des causes idéologiques et/ou des organisations hostiles à la liberté d'expression

Nestlé participe et communique autour du mois des fiertés et de la Pride (1)(2).

Le groupe soutient le mouvement Black Lives Matter (3).

Nestlé a renommé deux marques de sucreries australiennes, jugeant leurs noms trop offensants pour certaines communautés (4)



Utilisation des moyens de l'entreprise en faveur des minorités ou pour promouvoir des causes idéologiques, des organisations ou des politiques hostiles à la liberté d'expression

La note CEI 2023-2024 de Nestlé par le HRC indique que l'entreprise couvre les coûts liés à la transition personnes transgenres pour ses employés et leurs enfants, y compris les congés de courte durée payés, les bloqueurs de puberté, les hormones de transition, les chirurgies de la poitrine, les chirurgies génitales, les visites médicales et le suivi des analyses, les frais de voyage et d'hébergement. De plus, l'entreprise s'est engagée à soutenir au moins une organisation ou un événement qui promeut l'idéologie du sexe et du genre (1)(2).

Nestlé soutient financièrement l'adoption pour les couples homosexuels (3).



